

l'humanité rouge



Quotidien des communistes marxistes-léninistes de France

Exclusivité

Lire en page 8
l'interview exclusive
de ressortissants chinois
expulsés du Vietnam.

Un ministre nommé, un plan pour l'emploi en préparation

C'est du chômage pour les femmes



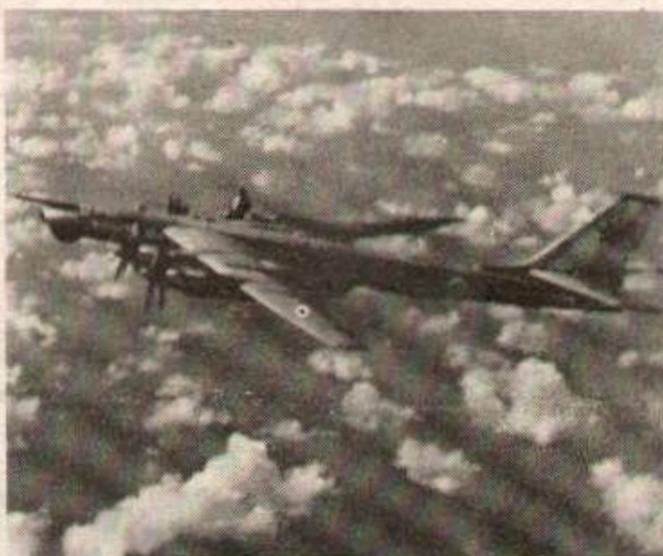
Giscard a nommé un ministre des femmes, Mme Monique Pelletier. Celle-ci affirme : « Les femmes doivent avoir accès à tous les métiers », elle prépare un soi-disant plan pour l'emploi des femmes. Or, les déclarations de Ceyrac, les dispositions déjà approuvées par le conseil des ministres le montrent bien : l'objectif réel du gouvernement et du patronat, c'est de développer le chômage des femmes.

Voir notre article en page 3

Les appétits de l'URSS

Trois petits faits révélateurs

Trois faits viennent éclairer de nouveau la politique impérialiste de l'URSS. Une politique qui se soucie aussi fort peu des peuples soumis à la répression.



Six avions de combat russes ont survolé le territoire de l'Allemagne pour se rendre en visite officielle en France.

On ne sait par quel moyen l'URSS a obtenu, pour la première fois, l'autorisation de Bonn, ce qui a soulevé de vastes protestations en Allemagne. Que l'URSS se mette ainsi à envoyer ses avions de guerre au-dessus de l'Europe, voilà qui est significatif de sa volonté d'étendre ses griffes partout. Qu'elle le fasse avec en plus l'accord des gouvernants européens est aussi inquiétant.

L'Union soviétique aurait demandé à installer une base navale aux Seychelles dans l'océan Indien, au moment de l'arrivée au pouvoir de l'actuel président René. On sait que l'océan Indien est une zone très importante de passage vers l'Europe. Qui contrôle l'océan Indien contrôle aussi l'arrivée de nombreuses matières premières à destination de l'Europe.

Cette fois, l'URSS a essuyé un non catégorique. C'est ainsi

que le président René, en visite en France, a déclaré mardi au journal *Le Monde* : « Nous sommes à la pointe du combat pour la démission de l'océan Indien et en aucun cas, nous n'accepterons l'installation de base aux Seychelles ».

Par ailleurs, il a réaffirmé l'adhésion de son pays aux principes de non-alignement : « Nous avons choisi notre direction, c'est-à-dire que nous avons refusé tout bloc nous avons décidé d'assumer notre totale et réelle indépendance ».

Une gifle pour Moscou, un point pour le tiers monde.

Enfin, l'Union soviétique ne se désintéresse pas non plus de l'Amérique latine. C'est ainsi qu'à la sous-commission des droits de l'homme de l'ONU le représentant russe aurait refusé d'examiner les violations des droits de l'homme en Argentine. Or, depuis la fin de la coupe du monde de football, la moyenne des enlèvements est de six par jour. Serait-ce que la quantité imposante d'accords commerciaux conclus entre l'Argentine et l'URSS empêcherait cette dernière de dénoncer la violation des droits de l'homme, dans un organisme fait pour cela ?

Terrin-La Ciotat

Nos plans

Licenciements en masse dans la navale : liquidation de Terrin, les chantiers de La Ciotat sur la même voie. Telle est la politique de l'emploi qui frappe aujourd'hui la région marseillaise. Telle est la réalité que recouvrent les discours de Boulin, Barre ou Ceyrac.

Le plan pour l'emploi, c'est de l'argent pour financer de telles opérations. Le plan Fournier pour Terrin, comme le plan Willot pour Boussac, c'est le rachat, moyennant des licenciements, des pertes de salaire, etc.

Le plan Fournier, les travailleurs de Terrin l'ont repoussé unanimement ou presque. Ils ont parfaitement raison. Ce plan-là ou un autre, c'est la même chose : à quelques licenciements près ou à quelques mois près. La navale est en crise : la navale capitaliste, et dans ce genre de situation, ceux qui tiennent les rênes du système, les patrons, leur gouvernement n'ont pas d'autre plan que d'en faire payer les frais aux travailleurs.

Faut-il se placer sur ce terrain ? Proposer d'autres plans ? D'autres façons d'investir, d'organiser la production ? « Produisons, réparons marseillais » dit Defferre.

Les uns et les autres vont présenter leurs plans. On va discuter chiffre ; l'un dira qu'on peut garder 200 emplois de plus, l'autre qu'on peut licencier 200 ouvriers de moins...

Mais sur ce terrain-là, les licenciements sont déjà acceptés et d'ailleurs depuis que Marchais parle de « produire et réparer français », depuis que les dirigeants des partis de gauche parlent « d'une nouvelle politique industrielle », cela a-t-il empêché un seul licenciement ?

Non, les travailleurs ne doivent pas se placer sur ce terrain-là ! Pour eux, le seul terrain, c'est celui du refus des licenciements, du refus de payer la crise.

Qu'ils empêchent les licenciements, qu'ils ne payent pas la crise, cela dépend d'une seule chose : de la force qu'ils sont en mesure d'opposer à celle des patrons pour leur imposer leurs revendications, pour les empêcher de réaliser leurs plans.

Certes, cela n'est pas facile ; le succès n'est pas garanti. Suivant les cas, suivant la situation, il faut des forces plus ou moins importantes, une lutte plus ou moins longue et les succès sont toujours remis en cause, car ce sont les patrons qui ont le pouvoir. L'État est fait pour eux, ce système est le leur.

Mais c'est la seule voie sur le terrain de la classe ouvrière, dans l'usine, dans la rue et non sur celui de la classe patronale.

Les plans qu'il faut faire sont des plans de lutte, de grève, d'occupation. Les plans qu'il faut faire, c'est pour s'unir dans la lutte, dans l'action contre la classe patronale pour imposer nos revendications, pour en finir avec sa domination.

Gilles CARPENTIER

SOMMAIRE

Réforme Haby, les ministres changent, la réforme reste

A partir de cette rentrée, la réforme Haby sera aussi appliquée en 5e. Quelles conséquences pour les enfants des travailleurs ? (Voir page 4).

Terrin, toute une région se mobilise

Une région entière touchée par les licenciements dans la navale. Barrages sur les routes : la population se mobilise. (Voir page 5).

Chine, s'appuyer sur le talent et la sagesse des femmes

Les femmes chinoises tiennent leur 4e congrès à Pékin. De nouvelles tâches les attendent pour construire un État socialiste puissant et moderne. (Voir page 2).

Des paysannes du district de Tchouen Houa

« Maintenant nous avons nos propres salaires »



Voici un reportage sur la situation des paysannes du district de Tchouenhoua, dans la province du Hopei. Dans ce district de cinq-cent mille habitants, quatre conducteurs de tracteurs sur dix sont des femmes. De nombreuses paysannes sont des cadres.

Dans l'ancienne société, les paysannes étaient méprisées. Et même peu après la Libération, les femmes étaient encore considérées comme une main-d'œuvre secondaire. Il était interdit, dans certains endroits, aux femmes de faire des travaux techniques. Quand un vieux voyait, pour la première fois, une femme conduire un tracteur aux champs, il ne pouvait s'empêcher de s'exclamer : « Il est vrai que l'époque a changé, les femmes conduisent aussi des tracteurs ».

Ainsi, Tong Kouei-lan, 25 ans, est une des premières tractoristes du district. Elle est bien connue pour sa compétence. Elle sait non seulement conduire le tracteur mais aussi le réparer. Par ailleurs, elle a formé huit tractoristes pour la brigade.

ALLÉGER LES GROS TRAVAUX MÉNAGERS

Les communes populaires prélèvent une certaine somme d'argent sur le fonds du bien-être public pour l'affecter à divers services destinés à libérer les paysannes des lourds travaux ménagers. Toutes les communes populaires et brigades de production du district ont organisé des crèches, des jardins d'enfants et des groupes de confection. Le traitement du riz et du blé y est mécanisé.

LE JOUR ET LA NUIT

Dans l'ancienne société, les filles étaient considérées comme un « fardeau », parce que les parents devaient leur préparer une dot avant leur mariage. Il arrivait alors que, dans des familles de paysans pauvres, les filles étaient noyées ou données à d'autres familles dès leur naissance.

Wang Yu-lan, 37 ans, est présidente de l'Association des femmes d'une brigade de production et mère de trois enfants. Elle a dit : « Dans l'ancienne société, nous autres femmes, nous devions demander de l'argent à nos maris ou aux beaux-parents, ne fut-ce que pour acheter une aiguille. Maintenant, nous travaillons comme les hommes et nous avons nos propres salaires. Ce que je gagne suffirait pour payer la nourriture de toute la famille pour un an. Mon mari et moi, nous partageons la charge économique de la famille ».

L'égalité économique est suivie naturellement par une égalité de statut dans la famille. Aujourd'hui, on voit rarement une femme maltraitée par son mari ou sa belle-mère.

Les belles-filles et leurs belles-mères vivent maintenant harmonieusement et se respectent. Il en est de même dans les rapports entre les deux époux. Dans la famille de Wang Yu-lan, les travaux ménagers sont partagés par son mari et sa belle-mère parce que Wang Yu-lan est très occupée par son travail à la brigade de production.

Le 4ème Congrès national des femmes chinoises

S'appuyer sur le talent et la sagesse des femmes

Le 4e congrès national des femmes chinoises s'est ouvert lundi à Pékin. Il doit durer une dizaine de jours.

Environ 2 000 femmes y participent dont 232 sont des représentantes des minorités nationales. Y sont représentées des femmes patriotes célèbres comme Soon Ching-ling, épouse du docteur Sun Yat-sen, des femmes de Taiwan, Hong-kong, Macao ou des ressortissantes chinoises persécutées par les autorités vietnamiennes.

les statuts de la Fédération nationale des femmes de Chine et élire le comité exécutif du 4e congrès.

Le vice-président, Wang Tong-hsing, a salué le congrès au nom du Comité central du Parti. Il a appelé les femmes chinoises « à développer les traditions ré-

volutionnaires, à libérer radicalement leur esprit, à élever sans cesse leur niveau de conscience politique ainsi que leur niveau scientifique et culturel et leur compétence professionnelle, à surmonter les influences idéologiques de l'ancienne société et toutes les forces arriérées et conservatrices de l'habitude et à lutter héroïquement pour transformer la Chine avant la fin du siècle en un puissant pays socialiste moderne ».

Dans le discours d'ouverture, le camarade Teng Ying-tchao, faisant appel « au talent et à la sagesse des femmes », a déclaré :

« Notre congrès constitue une réunion de mobilisation exprimant la détermination des femmes des diverses nationalités chinoises à faire de la Chine le plus vite possible une puissance socialiste dotée des quatre modernisations ».

Claude LIRIA

DES TACHES NOUVELLES

Parmi les déléguées les plus âgées, on remarque la générale Li Tchen, 70 ans, dirigeante de la délégation des femmes de l'Armée populaire, connue dans tout le pays pour avoir participé à plus de cent batailles et à la Longue Marche.

Les déléguées doivent, entre autres, résumer les expériences du mouvement des femmes depuis vingt-et-un ans, fixer les tâches qui s'ouvrent maintenant à elles, modifier et approuver

Tito: « Certains ont espéré une division ... »

Une nouvelle fois, Tito a tenu à réfuter les calomnies lancées par la presse soviétique à propos du voyage de Houa Kouo-feng en Yougoslavie le mois dernier.

Au cours d'un entretien avec les dirigeants de la République de Slovénie, il a insisté sur l'importance qu'a eu cette rencontre. Il a notamment souligné :

« Nous avons échangé dans la franchise nos points de vue avec les camarades

chinois en ce qui concerne toutes les questions clefs des relations internationales. Nous avons des vues identiques ou similaires sur beaucoup de questions, et sur d'autres, il existe, comme tout le monde le sait, des différences. Mais pour moi, il est important que nous ayons abouti à la conclusion, telle que nous l'avons montrée, que nos relations pourront se développer avec succès malgré ces différences dues aux développements historiques différents des deux pays et à leurs conditions intérieures et à leurs positions internatio-

nales respectives. »

A propos de la conférence des ministres des affaires étrangères des pays non-alignés, récemment tenue à Belgrade, le président Tito a indiqué : « Certains ont espéré une division du mouvement non-aligné lors de cette conférence, mais elle n'est pas apparue. Une telle division serait très préjudiciable et tragique pour le monde entier. Nous ne tolérerons jamais son apparition. De concert avec de nombreux autres pays non-alignés, nous continuerons à faire tous nos efforts pour combattre cette tentative. Toute tentative de ce genre est préjudiciable à la capacité d'action des pays non-alignés qui jouissent déjà d'un grand prestige dans le monde. Qu'on veuille ou non et malgré les faiblesses existant parmi eux, les pays non-alignés jouent aujourd'hui un rôle important dans le monde. »

l'humanité rouge

L'Humanité rouge Pour toute correspondance BP 61 75861 Paris Cédex 18 CCP 30 226 72 D La Source Tél : 205 51 10 Directeur politique : Jacques Jurquet Rédacteur en chef : Jean Quercy Chefs de rubrique : intérieur : Claude Buisson - Front ouvrier : Gilles Carpentier - International : Annie Brunel.

Iran Des balles explosives!



Une patrouille de police dans le bazar d'Isfahan.

Alors que le premier ministre iranien parle avec un cynisme incroyable de la « poursuite de la politique de libéralisation », le peuple iranien paie ses plaies après les massacres de vendredi et l'instauration de la loi martiale. Combien de morts au juste ? Nul ne peut répondre pour l'instant. Pour la seule ville de Téhéran, le cimetière a reçu 3 000 décapités. Le seul cimetière de la ville, celui de Behest Zahra, est bouclé, la loi martiale y est appliquée. L'armée en garde les accès. Même les cimetières sont subversifs pour le Shah. La réalité risque malheureusement d'être pire encore. Les hôpitaux sont remplis de blessés. Malgré des milliers de bénévoles accourus spontanément offrir leur sang, les médecins désespèrent d'en sauver beaucoup. L'armée a tiré pour tuer. Nombreux sont ceux qui ont été atteints par des balles dum-dum, des balles explosives qui ravagent tous les organes. Le silence le plus complet règne d'autre part sur le sort des centaines de blessés qui ont été ramassés par les soldats et conduits dans les trois hôpitaux militaires de l'armée et de la police.

Alors que dans la capitale, la vie a repris au ralenti, le Bazar, lui, ville populaire dans la ville où travaille un million de personnes, a toujours ses volets baissés. Le calme des militaires n'est qu'apparent.

Droit au travail pour les femmes



Dans sa campagne sur le chômage, Ceyrac a abordé plusieurs fois la question du travail des femmes. Le gouvernement, de son côté, vient de créer un ministère à la Condition féminine en nommant ministre, madame Monique Pelletier. Plus on opprime les femmes qui sont les premières frappées par les bas-salaires et le chômage, et plus celle qui est supposée les représenter a de promotion dans le gouvernement. Mesure démagogique qui vise à calmer la colère des femmes et à leur faire croire qu'on s'occupe d'elles.

Toutes les statistiques le prouvent, ce sont les femmes qui ont le plus de difficultés à trouver un emploi, la restructuration entreprise dans le textile à la suite de Boussac va augmenter encore sensiblement le nombre de travailleuses licenciées. C'est pourquoi, dans son analyse du chômage, Ceyrac a fait une place à part pour le travail (ou plutôt l'absence de travail) des femmes. « L'aspiration des femmes à travailler, dit-il, est un phénomène nouveau de société ». D'après lui, il faut en tenir compte sans le considérer comme étant une augmentation véritable du chômage. Le travail des femmes est donc un travail « superflu ». La bourgeoisie a entamé, depuis plusieurs mois déjà, une campagne sur ce thème, et aujourd'hui elle lui donne un nouvel élan.

UN PHENOMENE QUI N'EST PAS NOUVEAU

Ceyrac parle de « phénomène nouveau », mais en réalité, les femmes constituent une réserve de main-d'œuvre à bon marché pour les capitalistes. Dans les moments de développement industriel ou pendant les guerres, quand les hommes sont au front, les capitalistes les appellent au travail salarié ; dans les périodes

de récession et de crise, tout est mis en œuvre pour qu'elles retournent « dans leurs foyers », élever les enfants. Ainsi, au moment du grand



Le taux de syndicalisation est en nette augmentation chez les femmes.

développement du capitalisme du début du siècle, on comptait deux millions de femmes salariées. Selon les cas, la propagande change et préconise des mesures différentes, par exemple pour les enfants étroitement liés aux femmes, de par l'organisation sociale. Ainsi, au début du siècle, où les capitalistes avaient de gros besoins de main-d'œuvre, ils

ont fait une grande campagne pour le biberon (« méthode scientifique ») et aujourd'hui, au contraire, on revient à l'allaitement au sein, (« qui équilibre l'enfant ») et amène faute de crèches la femme à rester au foyer.

Face à la crise, la bourgeoisie reprend aujourd'hui le vieux thème de la femme « éducatrice privilégiée ». Elle développe aussi l'idée que le salaire de la femme n'est qu'un salaire d'appoint, ce qui justifie aussi qu'il soit moins élevé, et que la femme ne se préoccupe pas d'acquiescer une formation professionnelle ; quand

crêtes :

- L'aide pour les gardes d'enfant est devenue globale et uniforme quel que soit le nombre d'enfants.

- Les frais de nourrice sont augmentés par l'obligation faite aux parents de cotiser à la Sécurité sociale comme employeur.

- Très faible développement des crèches.

- Augmentation des congés maternité.

- Extension de la loi sur la mise en disponibilité pour élever un enfant, un, deux et même trois ans.

Ces deux dernières mesures qui permettent aux femmes de faire mieux face aux nombreuses difficultés que leurs occasionnent les enfants sont aussi une incitation aux femmes à arrêter de travailler.

Pourtant les femmes ont un plein droit au travail et à la formation professionnelle comme les hommes. Elles sont aptes à tous les travaux et le seront davantage encore avec le développement de la technique. Aujourd'hui, elles revendiquent le droit et les moyens d'élever leurs enfants en travaillant (crèches et allocations pour les frais de garde).

Seule la bourgeoisie a intérêt à maintenir les femmes comme réserve dans les foyers et à ne pas les faire participer à part entière, à la vie sociale.

Les mesures qu'elle prend actuellement à leur égard sont destinées à les exclure encore plus dans une situation où le « refroidissement de l'économie » se traduit essentiellement pour tous les travailleurs par des suppressions d'emploi.

Les femmes doivent donc lutter pour leur droit au travail. Elles doivent lutter

on lui en donne une, c'est la plupart des cas dans des catégories professionnelles surchargées : textile, santé, enseignement...

La bourgeoisie prend aussi des mesures plus con-

Nicaragua

Avec le Front sandiniste tout le peuple en armes

Malgré les appels du dictateur Somoza à reprendre la ville de Masaya, aux mains des insurgés, et malgré les renforts de l'armée qui sont arrivés sur place, la population et le Front sandiniste de libération sont toujours maîtres du terrain. D'autres villes importantes, comme Leon et Esteli, restent aux mains des insurgés.

En fait, le Front sandiniste étend ses actions à des régions toujours plus larges. Il reçoit d'ailleurs le soutien actif du peuple. La jeunesse, en particulier, participe aux combats avec

les guérilleros et le nombre de personnes en armes dépasse de beaucoup le cadre initial des militants sandinistes. C'est bien d'une insurrection du peuple en armes qu'il s'agit, sous la direction du Front sandiniste.

Face à cela, les déclarations des USA qui demandent : « à toutes les parties d'engager des discussions afin de créer un consensus national et de trouver une solution pacifique et démocratique » sont vraiment dérisoires. C'est la volonté du peuple qui fera la loi et non les « vœux » de l'impérialisme américain.

Monique Pelletier : un espoir pour les femmes ?

41 % des femmes refusent, selon les sondages, de se situer dans l'éventail politique des grands partis. Cela fait 6 millions d'électrices. C'est là qu'il faut chercher la cause de la nomination de Monique Pelletier comme ministre des femmes, à la veille des élections au Parlement européen (1979) et à l'avant-veille des élections présidentielles (1981).

Quant aux mesures sociales qu'elle pourrait prendre, tirons l'expérience du passé. Françoise Giroud, en 1976, remettait en tant que secrétaire d'État à la Condition féminine, 101 propositions au premier ministre. Bilan deux ans après ?

Certaines furent acceptées mais non appliquées. Par exemple, la remise en ordre des classifications des professions pour les travailleuses manuelles.

D'autres furent acceptées mais sans aucune mesure pour les mettre en pratique ; que veut dire, par exemple, donner « un encouragement puissant » aux jeunes filles voulant devenir artisans ?

D'autres furent mises aux oubliettes tout simplement... Alors que faire ? On voit de plus en plus de femmes participer ou organiser elles-mêmes l'occupation de leurs usines ou la grève contre le chômage. De plus en plus de femmes se syndiquent. De plus en plus de femmes exigent que des mesures pour l'avortement libre et gratuit soient prises et qu'au moins la législation actuelle (gagnée de dure lutte) soit appliquée.

Cette voie de la lutte qui prend de plus en plus d'ampleur est la seule qui, jusqu'à ce jour, a pu permettre aux femmes de se faire entendre et reconnaître, de gagner sur certaines revendications. C'est sur cette voie qu'il faut s'engager aujourd'hui et demain aussi.

contre les licenciements, contre le chômage partiel, pour toutes les revendications communes à tous les travailleurs en matière d'emploi et de chômage.

Elles doivent lutter pour leurs revendications spécifiques. Voici celles que les marxistes-léninistes ont dégagées, après enquête, et qui sont présentées dans la brochure « Avec le Parti marxiste-léniniste, pour l'unité de la classe ouvrière » (APN Éditions) - d'André Druet.

- A travail égal, salaire égal !
- Non à toutes les discriminations !
- Non à la sous-qualification !
- Ouverture de crèches de quartier et d'usine à la ville comme à la campagne à des prix abordables.
- Remboursement des frais de garde des enfants !
- Formation professionnelle pour les femmes !

- Contraception et avortement libres et gratuits y compris pour les mineures et les immigrées !

- Congés payés pour maladie des enfants, pour le père ou la mère !

Les femmes s'engagent aujourd'hui de plus en plus dans ces luttes et aussi dans la lutte politique : elles ont contesté les modèles de société que leur proposaient la droite comme la gauche aux dernières législatives. Il ne s'agit en effet que de deux versions de la même société capitaliste.

C'est qu'en effet, la société capitaliste ne peut résoudre leurs problèmes et leur participation à la lutte pour abattre cette société est tout à fait essentielle.

Et le « ministère pour les Femmes », c'est sans aucun doute, une mesure parmi celles du gouvernement Giscard-Barre pour les en détourner.

Iran Nombreux manifestants à Paris

Mardi soir, de nombreux manifestants ont défilé à Paris pour apporter leur soutien à la lutte du peuple iranien.

« Shah, fasciste, assassin »

« Vive la lutte du peuple iranien », ces mots d'ordre qui ont été les plus massivement repris, montrent que les travailleurs français n'aiment pas le fascisme et apportent leur soutien aux luttes des peuples pour la démocratie et la liberté.

Mais les organisateurs de la manifestation ont escamoté la dénonciation des deux superpuissances qui travaillent à étendre leur hégémonie dans la région et en particulier les manœuvres de l'Union soviétique pour contrôler cette région stratégique.

Or la lutte pour la démocratie et la liberté ne peut être séparée de la lutte contre les superpuissances, l'URSS comme les USA. Les militants du Parti communiste révolutionnaire (marxiste-léniniste), les groupes d'intervention du Parti communiste marxiste-léniniste de France qui distribuaient des tracts, ainsi que des étudiants iraniens de la CISNU, ont dénoncé le régime fasciste du Shah. Ils ont également dénoncé les appétits des deux superpuissances en Iran. Ceci fait partie du soutien internationaliste au peuple iranien.

Que peut apporter la concertation ?

Reçues par Boulin, mardi, FO et la CFDT sont revenues les mains vides. La concertation continue, tant bien que mal, sans qu'elle ait apporté quoi que ce soit aux travailleurs avant les vacances. Elle n'a pas empêché Barre d'annoncer une série de mesures antipopulaires à cette rentrée.

Marchais a été reçu ce mercredi. D'autres le suivront. Alors que le PCF critique (à juste titre) la collaboration de Barre avec le gouvernement sur le chômage, il envoie son premier secrétaire discuter de l'emploi avec le ministre du Travail !

Sans doute, le PCF veut montrer par là, entre autres, que son « attitude par rapport aux grands problèmes sociaux n'est pas seulement négative », pour reprendre une idée de Marchais.

En fait, c'est l'attitude de Marchais qui est négative. La question de fond pour les travailleurs, c'est que le programme de Boulin pour « combattre le chômage » n'est au mieux qu'une vaste mystification. Face au programme de Boulin, non pas la concertation, mais la lutte !

Réforme Haby en 5e

Les ministres changent, la réforme reste



Qu'est-ce que la réforme Haby ? Voici un sujet que les travailleurs commencent à connaître. Leurs enfants l'ont expérimentée l'année dernière en cours préparatoire et en sixième. Le ministre de l'Éducation nationale a changé, ce n'est plus Haby, mais Beullac. Les ministres changent, la réforme reste. Cette réforme va s'appliquer maintenant au cours élémentaire 1ère année et en cinquième. Nous ne reviendrons jamais assez sur les conséquences néfastes de cette réforme qui, comme les autres réformes précédentes, approfondit et maintient deux écoles. Une école pour la bourgeoisie et une autre pour le peuple. Le ministre, Beullac, reparle des réductions d'horaire, des changements de programme, des cours de soutien et d'approfondissement, de tronc commun de la sixième à la cinquième, d'effectifs de classe sur une base de 24 élèves. Quelles sont les répercussions directes de cette réforme sur les enfants des travailleurs ?

Un des aspects les plus démagogiques de cette réforme est de présenter la « nouvelle école d'Haby » comme une école unique pour tous, sans sélection. Or, les filières existent toujours, mais d'une manière

dissimulée. Haby, puis Beullac ont repris à leur compte qu'il ne faut pas imposer à tous les enfants le même rythme scolaire. Donc les redoublements sont plus ou moins supprimés. Tous les enfants pourront passer dans la classe supérieure en primaire, les plus faibles arriveront, en bout de course, au cours moyen 2e année, avec des connaissances insuffisantes et se trouveront ainsi dans des 6e adaptées à leur niveau ! Il y a donc pré-orientation dès avant l'entrée en 6e.

Concrètement, les enfants qui ont un retard scolaire, des difficultés à suivre et à assimiler une « culture » qui n'est pas la leur, se voient envoyer vers des sections allégées

de 6e, et ensuite, bien sûr, vers une 5e allégée. De l'extérieur, le CES (collège d'enseignement secondaire) a plusieurs 6e, plusieurs 5e, qui sont appelées A, B, C, D, E, etc., ou bien 1, 2, 3, etc., mais les enseignants, les élèves et les parents d'élèves savent bien que cette 6e A ou cette 6e 3 est, en fait, la classe des « faibles » et qu'elle aura bien évidemment son pendant en 5e.

SOUTIEN ET APPROFONDISSEMENT

La sélection se voit moins, mais elle n'en est pas pour cela supprimée. Le « soutien » et « l'approfondissement » sont les maîtres mots de la réforme Haby.

L'année dernière, ces cours spéciaux étaient prévus pour les 6e, cette année 1978-1979, ils seront élargis à la 5e.

Le soutien consiste à accorder une heure supplémentaire en maths, en français ou en langue vivante aux élèves faibles. Alors que le contenu et les méthodes ne sont pas, bien sûr, modifiés, comment une notion qui n'est pas comprise en quatre heures le serait-elle plus en une cinquième heure ? Est-ce que le problème se limite à une question d'heures ? Ne faut-il pas revoir le contenu de l'enseignement ?

Les heures de soutien sont considérées par les élèves et aussi par les parents comme une punition, ils sont punis parce qu'ils sont bêtes.

Pendant que les élèves faibles iront en heure de colle, les bons sont récompensés, ils vont en heure d'approfondissement.

Ils reverront les matières qui les intéressent plus particulièrement. On s'aperçoit tout de suite du clivage qui se crée entre ceux qui verront les choses plus à fond et ceux qui devront ingurgiter, pour la cinquième fois, les notions qui leur restent étrangères.

Une autre innovation de la réforme Haby est la limitation des effectifs à 24 élèves, car, auparavant, les effectifs étaient plus élevés. Apparemment, cette nouveauté est progressiste. Enfin, les classes ne seront plus surchargées. Mais ce n'est pas du tout cela. La limitation des effectifs a pour conséquence immédiate de ne pas accorder aux professeurs des classes dédoublées puisque le seuil qui permettait de dédoubler les classes devait être supérieur à 25 élèves.

Auparavant, le professeur avait sa classe entière pendant

tant d'heures et revoyait cette même classe en demi-groupe. Ces demi-groupes permettaient de mieux prendre son temps avec les élèves, de leur apporter une aide plus personnelle tout en ne faisant pas des groupes de niveau dans la classe.

GRATUITE DES LIVRES ?

Le dernier argument « choc » de Beullac est un argument financier : les livres sont gratuits ! Parlons-en !

Malgré le prêt de sept manuels aux élèves, à la rentrée 1977 et maintenant à celle de 1978 pour les 6e et les 5e, les familles sont obligées d'acheter, en plus de fournitures, des cahiers d'exercices, de travaux pratiques, de travaux dirigés car les livres prêtés sont tellement allégés que les élèves doivent acheter des compléments pour avoir une vraie idée de ce qu'on leur apprend. Ceci se vérifie dans une circulaire de l'Éducation du 1er février 1978 :

« ... Que quelques exemplaires des manuels anciens soient conservés au centre de documentation et à la bibliothèque des professeurs à titre de référence... En outre, en géographie, en français... si les manuels ne sont pas usagés, on pourra les déposer au centre de documentation en nombre suffisant pour qu'ils puissent être mis à la disposition des élèves qui effectuent des travaux personnels ». Manuels allégés pour les mauvais élèves, « bons » manuels pour les bons élèves, pour ceux qui suivent des cours d'approfondissement.

Ces filières déguisées, ces cours de soutien et d'approfondissement ont des répercussions sur l'enseignement technique que nous examinerons dans un prochain article.

Nathalie VILLOTIERS

Une militante du PCF démissionne

« On ne s'est pas donné les moyens de lutter »

« Je vous adresse cette lettre pour vous annoncer ma démission du Parti à dater de ce jour », c'est par ces mots que commence le document que nous publions ci-dessous, écrit par une ancienne militante du PCF.

Cette travailleuse fait partie des militants ou des militantes qui sont entrés au PCF pour lutter, pour combattre efficacement l'exploitation capitaliste sur leur lieu de travail, mais se rendent compte que rien n'est véritablement organisé dans ce sens. Au contraire, il n'y a même pas le souci de former des militants.

Après avoir revendiqué, des mois et des mois durant, que l'on discute, au sein du PCF, de la ligne politique, que

l'on organise la lutte, il faut se rendre à l'évidence : le PCF n'est pas (n'est plus) le Parti de la lutte de la classe ouvrière contre la bourgeoisie.

Le type de contradictions qu'avait cette travailleuse avec le PCF était vital : quand on subit chaque jour l'exploitation capitaliste, quand ce que l'on veut, c'est le renversement du capitalisme, et plus simplement, la lutte quotidienne pour les revendications immédiates, on n'a pas le cœur à palabrer. Il faut faire le pas.

Et cette travailleuse a démissionné du PCF. Non pas comme on baisse les bras, mais pour se lancer vraiment dans le combat de classe. Voici sa lettre. Jugez-en.

Je vous adresse cette lettre pour vous annoncer ma démission du Parti à dater de ce jour.

J'étais rentrée au Parti, comme beaucoup d'autres, sans que l'on ait jamais discuté avec moi des positions du PC. N'importe qui peut rentrer au PCF sans être communiste.

Les réunions de cellules auxquelles j'ai assisté ne m'ont rien apporté, on parlait de distribution de tracts mais pas de la ligne politique.

Si l'on n'arme pas les militants, ils ne peuvent discuter, élaborer la ligne du parti. Il n'y a plus de démocratie.

Un exemple bien précis : on ne parlait pas non plus de la façon de lutter sur l'hôpital. On a bien parlé de manque de personnel mais on ne s'est pas donné les moyens de mener une lutte efficace et mobilisatrice.

Pour une cellule d'hôpital, où la grande majorité sont des femmes, on ne peut pas dire que l'on était très nombreuses ni qu'on aimait les réunions, ce n'est pas étonnant vu que l'on ne tient pas compte de leurs problèmes pour militer et du manque de formation politique et vu qu'on les considère comme la bourgeoisie en leur parlant cuisine et tricot (Voir Antoinette.)

Si je démissionne du PC, c'est parce que j'ai lu par moi-même et discuté avec d'autres militants qui, eux, me sont apparus comme de vrais communistes.

Les dernières élections m'ont aussi fait comprendre l'échec de la ligne du PC.

La classe ouvrière a besoin d'un parti révolutionnaire qui la mène à la victoire.

LE MOUVEMENT OUVRIER - 17 RUE DE LA PAIX - 75002 PARIS - T. 33.1.46.33.11

Terrin-La Ciotat

Toute la région se mobilise

Depuis l'annonce de la fermeture des ateliers Terrin, après le refus du plan Fournier par les travailleurs, l'occupation des chantiers se poursuit et la mobilisation des travailleurs se développe. La Canebière a été bloquée hier pendant toute la matinée, des barrages faits par des camions ayant été mis en place. Les manifestations ont duré plusieurs heures, dans le centre de Marseille. Le PCF appelle, mercredi, à une manifestation de grande ampleur et Marchais doit présenter ses propositions pour sauver la navale.

C'est ce jeudi que Deferre doit faire les propositions de la municipalité de Marseille, à l'occasion de la journée de mobilisation organisée par les syndicats.

C'est ce jour-là aussi que le tribunal de commerce

fera connaître son jugement définitif sur l'avenir des chantiers Terrin.

La fermeture des chantiers Terrin serait une véritable catastrophe pour la navale de la région marseillaise : la navale en Provence-côte d'Azur, c'est quatre pôles principaux : l'arsenal de Toulon (12 000 salariés), les chantiers navals de La Ciotat (6 000), les constructions navales de la Méditerranée à la Seyne (6 000) et le groupe Terrin (4 500).

La fermeture de Terrin entraînerait la fermeture des autres chantiers. Si on ajoute la multitude des sous-traitants (environ 3 000) à Marseille, 1 800 à la Seyne, 900 à La Ciotat, on peut considérer que c'est 35 000 personnes qui travaillent directement pour la navale, c'est-à-dire un peu plus de 15 % de l'emploi industriel de la région. La

fermeture des chantiers serait donc une véritable catastrophe pour la région marseillaise où le nombre de chômeurs, par rapport à la population active, est déjà de 40 à 45 % plus élevé que la moyenne nationale.

C'est toute une population qui est concernée et c'est toute une population qui se mobilise pour le droit de travailler au pays.

C'est aussi l'importance de l'enjeu politique qui explique la mobilisation des partis de gauche pour faire des propositions et « sauver Terrin ». Pour eux, c'est une carte importante à jouer que de se présenter comme capable de mieux gérer que la bourgeoisie de droite : c'est bien leur ligne électorale.

A quel prix pour les travailleurs ? Nous allons le savoir sans tarder.



Auneuil (Oise)

Les travailleurs des tuileries en grève pour leurs salaires et leurs conditions de travail



Aux Tuileries d'Auneuil et de Saint-Paul, les ouvriers ont décidé, le 9 septembre, la grève pour le 13e mois, 5 % d'augmentation et aussi (et même surtout) pour l'amélioration des conditions de travail. Pour les 230 ouvriers dont un tiers de femmes, une quinzaine d'immigrés, c'est vivre dans la poussière, les odeurs de fuel, le bruit, sans installations sanitaires, sans hygiène. Dans les ateliers, l'hiver on gèle, l'été, c'est la chaleur. Avec en plus, les maladies de peau provoquées par le fuel. Les conditions de travail, ce sont aussi les rapports pratiquement insupportables avec les chefs, incapable et lâche.

Pour les habitants du quartier de l'Écorcherie à Auneuil « l'air est irrespirable, surtout la nuit quand la direction fait purger ses appareils vers 2 ou 3 heures du matin », déclare le docteur Pierre Chanier. « Les gouttières en zinc des maisons sont corrodées par la suie que dégage le fuel lourd. Le linge, mis à sécher le matin, est noir le soir. Imaginez ce que cela donne dans mes poumons ! Des contrôles ont été faits mais les autorités n'ont pas l'air de vouloir bouger. » « J'ai parmi mes clients des bronchitiques... (dans cette usine) règnent des conditions de travail et de pollution inacceptables, tout autant que les conditions de

logement faites à ces ouvriers parqués dans de véritables taudis appartenant à l'entreprise elle-même. » L'état des logements n'étonnera pas, quand on sait que la direction est plus pressée d'user de ses « privilèges » (voitures de sociétés utilisées à usage personnel, jardinier pour effectuer les travaux chez le directeur, etc.) que de réparer les logements des travailleurs. La solidarité des habitants d'Auneuil et de la région est acquise aux grévistes des tuileries. Déjà des personnes s'arrêtent pour donner de petites sommes. La direction des Tuileries cédera !

Non au calcul annuel du travail

cdt BETOR/PUB/RP



Le CNPF parle de plus d'être posé dans l'accord de la métallurgie qui met le principe de la garantie annuelle du salaire. Le syndicat CFDT du commerce et services) a ouvert avec succès auprès des travailleurs, une campagne contre ces mesures particulièrement graves.

Télématique et démantèlement des PTT

La mise en place de la télématique, implique une réorganisation totale des PTT. Le rapport Nora ne fait que confirmer cela. Le processus engagé depuis de longues années va déboucher sur une scission des Postes et Télécommunications.

L'arrivée de Giscard n'a fait qu'accélérer ce processus de démantèlement des PTT. Au ministère des P & T a succédé un secrétariat d'Etat, avec, à sa tête dans un premier temps Le-long balancé peu après la grande grève de 1974, puis Norbert Segard (le député

de Lille).

LES PRINCIPALES ÉTAPES

Dès 1960, les lignes (installation des lignes téléphoniques) sont confiées à un monopole privé (la Lyon-

naise des eaux crée la société Trindel). C'est assurément un secteur rentable.

En 1968, Giscard propose de créer une « Compagnie nationale du téléphone » (société d'économie mixte où l'Etat disposerait de 51 % des actions).

En 1970, il y a deux budgets séparés Postes et Télécommunications.

En 1976, il est décidé de créer « Transpac » (transmission de paquets de données informatiques).

En juin 1978, paraît officiellement le rapport Nora.

LA SCISSION DES PTT

Cette scission répond aux besoins des monopoles tant privés que du gouvernement. La direction unique n'a pas été remise en cause. Les travaux les plus rentables ont été confiés à la CGE et à la Thomson. Ceci est tout à fait conforme à la logique du système capitaliste.

LE RAPPORT NORA ET LA DGT

La DGT (direction régionale des télécommunications) regroupe 130 000 agents - un tiers des effectifs PTT - et réalise 2 500 milliards de chiffres d'affaires.

Bien que très puissante, la DGT ne maîtrise pas tout le secteur télécommunications, puisque la radio-télé (TDF) et les satellites de télécommunications (CNES) lui échappent. Le CNES dépend du ministère de l'Industrie. Il y a concurrence entre ces trois secteurs directement concernés par les télécoms. Cette concurrence risque de s'aviver entre TDF et la



Dans beaucoup de centre, à l'heure actuelle, le tri à la main.

DGT au niveau de la transmission des données informatiques.

Pour Nora, la DGT doit jouer le rôle de leader dans la mise en place de la télématique. Elle doit développer une activité industrielle et commerciale dynamique, mais restera soumise à la Thomson et CGE qui seront ses principaux fournisseurs.

Nora envisage la création d'un ministère des Communications. Ce ministère coordonnerait les diverses activités, mais ne réaliserait pas la fusion. Le ministère des Communications aurait la charge de répartir les crédits sur les trois composantes DGT-TDF-CNES et aurait sous ses ordres un secrétaire d'Etat aux Postes et Services financiers. Mais il ne s'agit que de données indicatives et c'est au pouvoir politique de prendre les décisions. Ce qui est sûr, c'est que la CGE et la Thomson auraient une voix très importante au chapitre et des hommes à eux dans les hautes instances d'un futur ministère des Télécoms ou autre appellation (société nationale, régie, office, etc.)

LES CONSÉQUENCES POUR LES EMPLOIS

Ce qui pousse Nora et le gouvernement à réaliser la scission, c'est « la cohabitation (actuelle) dans un même ministère, des postes, activité de main d'œuvre, et des télécommunications, entreprise fortement capitaliste ». En conséquence « les deux services seront désormais non seulement différents mais concurrents... L'un (les postes NDLR) vivra les problèmes de la

stagnation ou même de la régression, alors que l'autre (les télécommunications - NDLR) bénéficiera d'une forte croissance.

Pour les Postes, cela signifiera la limitation au maximum de l'embauche par une mécanisation accrue du tri du courrier et des paquets. On comprend, dès lors, mieux le refus d'embaucher, au-delà des nécessités ponctuelles, (vacances, période de Noël) des vacataires ou des auxiliaires taillables et corvéables à merci. On comprend aussi l'utilisation des 26 500 millions de francs lourds : mise en place de centres de tri automatiques paquets dans chaque département et mise en route de rocade-paquets régionales et centres de tri automatiques paquets à l'image de celui de Pantin (Seine-Saint-Denis).

NOS OBJECTIFS DE LUTTE

Défense du monopole ou défense des acquis ? Liaison avec les autres travailleurs touchés par la mise en place de la télématique ou défense de sa corporation ?

Le maintien des avantages acquis et leur élargissement à tous les travailleurs des P&T est un objectif important : droit au travail assuré et non licenciement, retraite à 55 ans, etc.

Quant à la défense du monopole, c'est un faux axe de lutte qui mène sur une voie de garage. Il consiste à défendre sa boutique, « être nationalisé, c'est bien », etc.

En fait, la nationalisation en régime capitaliste, c'est la gestion sous contrôle direct de l'Etat de certains secteurs de l'économie. Or, l'Etat en système capitaliste, sert les

intérêts capitalistes, en particulier ceux des capitalistes les plus puissants : les monopoles. Ainsi, aux PTT cela consiste à donner aux monopoles les secteurs productifs (fournitures des télécommunications, attribution des circuits de transports, installation des téléphones et des lignes) le « ministère » se chargeant du secteur non rentable : gestion des effectifs par le prélèvement d'impôts sur la collectivité publique - le budget -

L'objectif de la lutte des travailleurs ce n'est pas d'avoir un ministre au lieu d'un secrétaire d'Etat c'est d'avoir du travail sûr, rémunéré à sa plus juste valeur.

Quant à la défense de sa corporation et le refus de généraliser la lutte à tous les secteurs touchés, on le trouve dans la presse syndicale on ne parle que des PTT. On se lamente sur l'avenir des PTT, mais jusqu'à maintenant, on ne propose rien et on dit : « Rappelez-vous de l'ORTF » mais il n'en a été tiré aucune leçon utilisable pour les travailleurs. « On attend les décisions » voilà la réponse des responsables CGT et CFDT quand ce n'est pas « C'est foutu, ils ont tout décidé, les gars ne bougeront pas ».

Pourtant c'est plus d'un million d'emplois dans tous les services qui seront supprimés et pas uniquement dans les PTT.

C'est donc un enjeu global qui intéresse toute la classe ouvrière, c'est pourquoi il nous semble important de sensibiliser tous les travailleurs sur cette question.

Ce n'est qu'à ce prix que nous pourrons faire reculer cette planification du chômage, pas autrement. Or, l'Etat en système capitaliste, sert les

Les Editions du Centenaire présentent

« L'URSS - la dégénérescence »

Le PCF vient de publier, à grand renfort de publicité, son livre « L'URSS et nous », dans lequel il présente toujours l'URSS comme un « pays socialiste ». Voilà pourtant une affirmation certes conforme aux discours de Brejnev, mais que démentent toutes les informations qui nous parviennent d'URSS.

Les Editions du Centenaire ont publié, au printemps dernier, un livre traduit du chinois : « L'URSS - la dégénérescence du socialisme au social-impérialisme ». Nous en recommandons la lecture à tous nos lecteurs, qui y trouveront beaucoup d'éléments d'information et d'analyse sur la transformation et la situation de l'URSS actuelle.

Comment l'URSS de Lénine et de Staline a-t-elle pu en arriver là où elle en est ? Le premier chapitre traite de cette question. Il rappelle les nombreuses mises en garde de Lénine sur la possibilité d'une dégénérescence de l'Etat socialiste et la nécessité de s'y opposer. Il indique, chiffres à l'appui, que les classes réactionnaires n'ont pas été complètement liquidées en URSS, et qu'ainsi, la bourgeoisie a conservé une base pour se lancer, de l'intérieur, à l'assaut de la forteresse socialiste. Il cite enfin largement le « rapport récapitulatif » prononcé au XIX^e congrès du Parti soviétique, en 1952, et qui dénonce de nombreuses manifestations d'idéologie bourgeoise au sein de l'appareil du Parti et de l'Etat.

Le second chapitre analyse les transformations politiques, économiques et sociales qui ont eu lieu à la suite du XX^e congrès du Parti communiste soviétique : vastes purges dans l'appareil du Parti et de l'Etat et formation d'une nouvelle bourgeoisie bureaucra-

tique, transformation de l'Etat en un instrument fasciste de dictature sur le peuple.

Certains disent : « En URSS, la propriété n'a pas changé, elle est donc toujours socialiste. »

Le chapitre III avance des éléments qui réfutent cette affirmation : il explique comment la transformation de l'Etat a permis la transformation des structures économiques en URSS, il y a maintenant un capitalisme d'Etat et cela signifie aussi l'exploitation forcée des ouvriers.

Le chapitre IV analyse les fondements de la politique extérieure de l'URSS de Brejnev : politique guidée par la recherche de profits à l'extérieur, par l'expansion et par le pillage.

Le dernier chapitre analyse enfin les contradictions qui minent la domination de ce nouvel impérialisme.

En vente dans toutes les bonnes librairies (15,50 F l'exemplaire) et par correspondance à E-100, 24 rue Philippe de Girard 75010 PARIS (participation aux frais de port : 3F)



Grenoble : quartier Teissere

Echec à une agression raciste

Samedi soir dernier, un jeune couple, lui, Africain, elle, Française, roule tranquillement en voiture, attendant une prochaine séance de cinéma en ville.

Les jeunes gens s'aperçoivent qu'ils sont suivis par une moto montée par deux garçons d'une vingtaine d'années, menaçants. Ils se garent alors sur un parking du quartier Teissere. Les deux garçons s'approchent alors de la voiture : « On a à vous parler. » Puis avec violence, ils ordonnent au jeune Africain de sortir et se mettent aussitôt à le frapper, lui cassant ses lunettes et le blessant à l'œil. Sa compagne essaye de s'opposer à eux tout en leur demandant pourquoi ils font ça. Ils répondent : « Toi, va t'asseoir ! Nous on trouve que noir et blanc, ça ne va pas ensemble. »



De plus en plus souvent au coude à coude.

A ces propos racistes et à cette brutalité, la jeune fille répond par des appels au secours, arrêtant des voitures et faisant descendre des habitants proches.

Voyant que les choses risquent de mal tourner pour eux, les deux voyous racistes remontent sur leur moto et fi-

lent en cachant le numéro de la plaque d'immatriculation.

Les gens descendent des immeubles ou des voitures entourant les deux victimes, les réconfortent et attendent avec eux la police, appelée au téléphone par un habitant. Elle ne viendra qu'une demi-heure plus tard, laissant au

petit groupe le temps de discuter sur le racisme et le peu d'efficacité de la police à retrouver les coupables de ce genre d'agression.

La jeune fille, profondément révoltée, est décidée à faire connaître l'attaque dont, elle et son compagnon, ont été victimes.

Il faut en effet dénoncer et lutter contre le racisme. La protection apportée par les gens du voisinage et les automobilistes qui passaient par là a constitué un soutien de masse efficace. C'est un exemple de la façon dont on peut, quand les conditions s'y prêtent, faire échec aux exactions racistes.

Oise : 13 000 chômeurs

Un département comme les autres

Licenciements, mises à la retraite anticipées se succèdent dans l'Oise. Quelques cas : Massey-Ferguson à Beauvais (usine de montage de tracteurs) : 200 licenciements fin août, d'autres en prévision et 16 jours

chômés en septembre-octobre. A la Manufacture française de tapis et couvertures (MFTC - Beauvais), une quarantaine de contrats de trois et six mois non renouvelés ; à Péchiney-Ugine-Kuhlman, à Villers-Saint-

Sépulcre, trente mises à la retraite anticipée à 58 ans.

Allez donc chercher du travail à 58 ans ! Aux écuries de Chantilly, cinquante travailleurs sont licenciés suite à la « faillite » de Boussac (il lui reste combien de milliards au fait ?).

Plus d'une dizaine de petites entreprises ferment, d'autres licencient. En tout, d'ici à la fin de l'année, plus de 1 000 ouvriers supplémentaires seront sans travail.

LA CRISE : UN PRÉTEXTE

Le chômage est la conséquence du système dans lequel nous vivons : le système capitaliste. Beaucoup de patrons profitent de la crise pour augmenter leurs bénéfices en réduisant leur personnel.

A la MFTC (qui appartient aux Willot), il ne

restera bientôt que les ateliers moquette : voilà qui laisse présager un avenir plutôt sombre pour les travailleurs de cette usine. Quant aux bénéficiaires, ils doivent bien augmenter puisque les Willot viennent de racheter Boussac.

Autre aspect : l'essor du travail en intérim dans la région. Dans l'Oise, les boîtes d'intérim, c'est Bis et Ecco. Les intérimaires touchent le SMIC et Bis touche vingt, trente ou quarante pour cent.

Pour les patrons, les intérimaires ne font pas partie officiellement de l'usine, ne sont pas syndiqués et sont licenciables, sans aucun recours, quand les patrons le veulent.

Une petite boîte, avec vingt ou trente pour cent d'intérimaires à longueur d'année, quitte à en changer, peut « économiser » par exemple un comité d'entreprise.

SPLI - Rennes

Les ouvrières occupent l'usine depuis début juillet pour lutter contre des licenciements. Les flics étaient intervenus contre les grévistes mais n'avaient pu empêcher les ouvrières de réoccuper l'usine.

Le 31 août déjà, un vote à bulletin secret avait été imposé aux travailleuses par l'UD-CGT, contre l'avis de la section CGT de l'usine. Le plan de Alphen, le PDG qui se proposait de racheter la SPLI, avait été rejeté. Lundi après-midi, le bureau du secrétaire de l'union

départementale CGT a été occupé par une quarantaine d'ouvrières pendant près de 1 h 30, après une assemblée générale. Le secrétaire a été retenu. L'UD avait appelé le personnel à se prononcer en faveur de la reprise de la SPLI par la société HUIT.

La section syndicale n'était pas d'accord.

La réponse bien « démocratique » de l'UD, c'est la dissolution de la section ! Voilà qui montre les limites du débat sur lequel les dirigeants de la CGT font grand tapage !

Extension de l'accord cadre de la métallurgie

Les patrons de la sidérurgie lorraine regroupés dans l'Assimilor (Association de la sidérurgie et des mines de fer de Lorraine) se sont réunis le 6 septembre. Ils proposent de fixer la ressource annuelle garantie à 26 900 F pour quarante heures par semaine.

« A défaut d'accord, le montant de la garantie annuelle sera celui fixé en novembre 1978, à l'échelon national par les organisa-

tions signataires de l'accord-cadre du 19 juillet 1978, relatif à la rémunération annuelle garantie dans la métallurgie. »

Comme on le voit, les patrons ont admis le principe de la rémunération annuelle. La discussion ne portera que sur le montant. La brèche ouverte par l'accord-cadre de la métallurgie contre le SMIC commence à s'élargir.

Comment les Dalton-Willot ont fait un milliard (AF) de bénéfices en achetant la MFTC

Il y a quelques années, les Willot « achètent » la MFTC. Drôle d'achat ! En y regardant de plus près on s'aperçoit qu'ils acquièrent pour 480 millions d'actions et deviennent majoritaires au conseil d'administration.

Les ouvriers étaient logés dans des maisons appartenant à l'usine (cité Lainé et Voisinlieu à Beauvais, Herchies, Troissereux). Aussitôt les Dalton vendent ces maisons (du jour au lendemain, les ouvriers doivent trouver plusieurs millions !). Recette, 500 millions. Les Willot vendent aussi le siège social de la MFTC, avenue Messine à Paris : plus d'un milliard ! Résultat de l'opération : un milliard de bénéfices plus une usine...

Qui a dit que ces gens-là sont des escrocs ?

CAPTEZ LES ONDES REVOLUTIONNAIRES

Radio Pékin



« Tout faire pour mener à bien l'œuvre de la radiodiffusion afin de servir le peuple chinois et les autres peuples du monde. » MAO TSE-TOUNG

19h30-20h30	45,7 m 42,5 m	6565 kc 7059 kc
20h30-21h30	45,7 m 42,5 m	6565 kc 7059 kc
21h30-22h30	45,7 m 42,5 m	6565 kc 7059 kc
22h30-23h30	42,7 m 42,4 m	7026 kc 7075 kc
	45,9 m	6536 kc

Abonnements communs au

Quotidien du peuple

et à

L'Humanité rouge

Abonnements de trois mois au

Quotidien du peuple

et à

L'Humanité rouge

150 F

Abonnements de six mois, avec en supplément le Tome V des Œuvres choisies de Mao Tsé-toung

300 F

Abonnement de six mois

aux revues théoriques

Front rouge

et

Proletariat

50 F

Note de l'administration

Il reste encore des numéros disponibles des bimensuels notamment ceux parus pendant les mois d'été.

D'autre part, les numéros du quotidien relatant le voyage en Chine des rédacteurs de L'Humanité rouge ont été regroupés en une série de vingt-trois numéros disponibles pour le prix de 10 F.

PASSEZ VOS COMMANDES.

LE DERNIER NUMÉRO DE LA FAUCILLE EST PARU



UN CHIFFRE REVELATEUR

500 000 exploitations sont endettées

LOI D'ORIENTATION De beaux mois pour cacher les mauvais coups

PEZE-LE-ROBERT

Plein succès de la fête antiexpulsion



Les « cocoricos » de la direction du PCF

Passez vos commandes La Faucille BP 258, 75866 Paris cedex 18.

Exclusif

Des ressortissants chinois, chassés du Vietnam, nous expliquent :

« Les autorités vietnamiennes veulent suivre l'URSS »

Hier, nous avons publié le témoignage d'un ouvrier chinois, membre de l'Assemblée nationale vietnamienne, contraint de rentrer en Chine. Aujourd'hui, nous abordons les changements intervenus dans la politique vietnamienne à l'égard des ressortissants chinois depuis la mort d'Ho Chi-minh.

Q : Comment la situation s'est-elle développée dans le Parti et dans les organismes de l'État pendant la guerre de libération et après la Libération ?

Un ressortissant chinois qui tenait une ferme dans le Sud répond d'abord :

« Avant la Libération du Sud-Vietnam, le Gouvernement révolutionnaire provisoire a eu une attitude juste à notre égard et nous avons soutenu la guerre de libération. Et juste après la Libération, on nous permettait encore de garder notre nationalité chinoise. Les cadres du Sud venaient souvent chez nous et disaient : « Si l'on a obtenu la libération totale, c'est grâce au soutien de la Chine. Ce soutien s'est manifesté dès le début : il portait sur les armes, les vêtements et différents produits... ». Ces cadres nous montraient des fusils en disant : « Ça vient de Chine ! ». Pendant la période de la guerre, les autorités vietnamiennes faisaient appel au soutien des ressortissants chinois en céréales, en matériaux divers.

DES DIRIGEANTS DISPARUS

Mais en 1977, les attitudes ont totalement changé. En 1977, ils ont remplacé les emballages des céréales fournies par la Chine à titre de soutien par des sacs soviétiques pour tromper la population. Les autorités vietnamiennes, toujours en 1977, ont envoyé en grand nombre des cadres du Nord dans le Sud pour y occuper les postes dirigeants. Les dirigeants révolutionnaires du Sud-Vietnam ont été changés à tous les échelons, de la base au sommet. Que sont devenus ces dirigeants ? Personne ne le sait. Nous non plus. Ces postes ont été occupés par des cadres venus du Nord ; c'est tout ce que je sais. C'est en 1977 que les autorités vietnamiennes ont commencé à pratiquer leur politique de « nouvelle zone économique », d'impôts supplémentaires pour les ressortissants chinois et qu'ils ont voulu les forcer à prendre une carte d'identité de nationalité vietnamienne. En janvier 1978,

le vice-président du Comité du peuple du Vietnam a déclaré, à la télévision, qu'il allait mettre trois mois pour régler le problème des ressortissants et que, s'il n'atteignait pas son but, il démissionnerait.

Q : Quelles ont été les réactions de la population vietnamienne ?

« La population est en désaccord avec les autorités et sympathise avec les ressortissants chinois. Après la Libération, le gouvernement vietnamien a promulgué, en 1976, un décret nous permettant de choisir notre nationalité puisque Thieu avait forcé les ressortissants chinois à adopter la nationalité vietnamienne. A cette occasion, de nombreux Vietnamiens ont félicité les ressortissants chinois. Le Front national de libération nous avait promis que nous pourrions reprendre la nationalité chinoise après la Libération. Il nous a dit : « Puisque nous avons obtenu le soutien de la Chine pendant la guerre de libération, nous devons tenir notre promesse ». C'est seulement ensuite que tout a changé.

Q : Comment les choses se sont-elles développées dans le nord du Vietnam, au sein du Parti et des organismes de l'État ?

Un ouvrier, ex-membre du Parti des travailleurs du Vietnam répond :

« A ma connaissance, les ressortissants chinois de la province de Kuangning ont toujours agi suivant ce qu'avait dit le premier ministre Chou En-laï, lors de sa visite au Vietnam : participer activement à la transformation et à l'édification socialiste du Vietnam. C'est suivant cet enseignement, et aussi suivant les enseignements du président Ho Chi-minh, que certains ressortissants chinois ont adhéré au Parti des travailleurs du Vietnam. Ils ont étudié consciencieusement les statuts du Parti ; ils ont fait tous leurs efforts pour les appliquer. Ils ont fait leur devoir. Je rappelle que la plupart des ressortissants chinois de la province étaient des ouvriers et des paysans. Ce sont des membres vietnamiens du Parti qui présentaient les ressortis-

sants chinois qui demandaient leur adhésion. Les membres chinois du Parti des travailleurs du Vietnam ont étudié consciencieusement le marxisme-léninisme. Le président Ho Chi-minh a lancé un appel aux membres chinois du Parti des travailleurs du Vietnam leur demandant de faire valoir leur esprit de compter sur ses propres forces, parce que certains Vietnamiens manquaient de cet esprit et cherchaient surtout à s'en remettre à l'aide d'autrui.

APRES LA MORT D'HO CHI-MINH

La campagne antichinoise a monté d'un cran après le décès d'Ho Chi-minh parce

qu'il n'y avait eu souvent des réunions secrètes, ouvertes seulement aux membres vietnamiens : nous en étions exclus. Mais, lorsqu'il y avait des tâches à accomplir, alors on en faisait part aux membres chinois. Certains membres vietnamiens du Parti ont dit : « Ce n'est pas juste, vous ne les laissez pas participer à certaines réunions et vous voulez qu'ils accomplissent des tâches ».

En 1974-1975, le Parti commence à demander aux membres chinois de formuler eux-mêmes la demande de quitter le Parti. Quant à ceux qui occupent un poste dirigeant dans les organismes d'État ou dans l'administra-

tion, nous avons aussi constaté que le Parti agissait à l'encontre des principes marxistes-léninistes. Nous avons dû quitter le Parti. Bien que je sois à l'Assemblée populaire nationale et héros du travail, on m'a demandé de quitter le Parti. A en juger par cette attitude à mon égard, je me suis rendu compte que le Parti des travailleurs du Vietnam s'était engagé dans une campagne antichinoise.

« NOUS, ON Y EST POUR RIEN »

La population vietnamienne et les membres vietnamiens du Parti des travailleurs



La famille de Tseng Hua-hui. Tous les membres de sa famille ont été expulsés du Vietnam où lui a travaillé pendant des dizaines d'années. Il est accompagné de sa tante qui est âgée de 91 ans, de sa fille et de sa petite fille.

que les autorités vietnamiennes veulent suivre l'URSS. En 1970, le gouvernement a commencé à faire une propagande au sein du Parti en prétendant que la Chine n'avait pas vraiment l'intention de soutenir le Vietnam, que la Chine voulait forcer le Vietnam à rembourser sa dette avec du riz. C'est là que j'ai compris que le gouvernement vietnamien se lançait dans une campagne antichinoise.

En 1971, le Parti des travailleurs du Vietnam te-

tion, on utilise tous les moyens pour leur faire quitter ce poste. Par exemple, on envoie faire des études et, à leur retour, leur poste est occupé. Cela soulevait de nombreuses questions chez les ouvriers, les paysans, les membres du Parti. En 1975, Le Duan a dit, à l'Assemblée, qu'on ne devait pas avoir confiance dans les membres chinois du Parti. Et c'est suivant une directive du Comité central que, dans chaque province, les cellules devaient demander aux ressortissants chinois de quitter

du Vietnam nous ont tous dit que cette façon d'agir du gouvernement vietnamien est erronée et qu'ils nourrissent de la sympathie à notre égard. Certains membres vietnamiens du Parti m'ont dit : « Tu es à la fois héros du travail et député à l'Assemblée et, malgré cela, on te demande de quitter le Parti ! Alors, qu'allons-nous faire, nous ? ».

